

LA CHRONIQUE POLITIQUE

Le président fédéral de l'UDPS/Sud-Kivu, le professeur Jean Charles Magabe N'na Kihumba a, lors d'une conférence-débat tenue le 15 février à l'ex-Maison du Parti à Nyawera dans le cadre de la célébration du 11ème anniversaire de sa formation, invité l'assistance à plus de combativité et plus de persévérance. Car, bien que M. Mobutu s'évertue à le discréditer par des salaires impayés, la famine et tout autre forme de dénuement du peuple, le Premier ministre Tshisekedi jouit davantage du soutien populaire et de la confiance de l'extérieur. Adoptant l'attitude du roseau de la fable et la non-violence, a poursuivi l'orateur, l'UDPS tient bon et vaincra dans sa lutte pour la démocratie et le progrès social tandis que l'ouragan de l'histoire est en train d'emporter les caciques de la mouvance présidentielle.

Réuni en séance extraordinaire le 10 février écoulé, le comité provincial du PDSC/Sud-Kivu a dénoncé les dernières ordonnances présidentielles dont l'esprit confisquiste constitue une interférence dans le fonctionnement des institutions de la transition issues de la CNS. Le PDSC/Sud-Kivu réitère ainsi son soutien total à M. Etienne Tshisekedi comme Premier ministre du peuple élu à la CNS et proclame sa foi dans la victoire de la lutte légitime et juste du peuple pour la chute de la dictature et l'instauration de la démocratie.

Victime des rumeurs faisant état de la présence des "hiboux" dans sa ferme de Katana, le député honoraire de la ville de Bukavu, M. Prosper Mushobekwa Nyalukemba s'est décidé, l'autre semaine, à briser la carcan de la radio-trottoir. Pour ce faire, il a invité la société civile et la presse à visiter ses concessions afin de dissiper la rumeur et d'avoir la paix du cœur. Ce n'est pas la première fois que les adversaires politiques de M. Mushobekwa montent une cabale pour le discréditer. Est-ce le début d'une campagne électorale au Sud-Kivu que l'on ne veut pas annoncer?

Dans une déclaration datée du 20 janvier 1993 et adressée à la presse, l'encadreur de la commission fédérale d'implantation de l'UDPS au Nord-Kivu et président fédéral du Nord-Kivu a fait état des menaces dont il a été l'objet de la part du gouverneur Kalumbo dans le cabinet de travail de ce dernier en date du 19 janvier 1993. Selon Pierre Welle, le gouverneur lui a prévenu que si à l'avenir il organisait une autre marche ou manifestation comme celle du 18 janvier (marche qui a réussi), il sera précipité dans les eaux du très profond lac Kivu. Le gouverneur Kalumbo aurait même déclaré ce jour-là que l'intervention du Premier ministre Tshisekedi serait vaine après la commission de l'acte. Aussi, M. Welle a-t-il clamé haut qu'il est en insécurité permanente avant de rapporter que le Major Sangbia de la Garde civile, présent à cette séance d'intimidation, aurait renchéri que "toute marche non autorisée de l'UDPS entraînerait un châtement sévère allant de tirs dans la foule des manifestants jusqu'à l'élimination physique" du représentant de l'UDPS au Nord-Kivu.

L'UNADEF de Mwando N'Simba a déjà annoncé ses couleurs à Bukavu (Jua n° 440). Réaction de l'UFERI autonome du Sud-Kivu par son secrétaire provincial, M. Joseph Lunanga Busanya : "La création de l'UNADEF vient de mettre fin à une confusion que nous avons déplorée et dénoncée dans une des éditions du journal Jua. L'UFERI est une et indivisible. Notre parti a ainsi cessé d'être une affaire de Katanga. Au Sud-Kivu, nous sommes derrière le leader de l'UFERI de tous les temps, M. Jean Nguz a Karl-I-Bond, avec comme président provincial le professeur Jean Robert Kasele Laisi et ses deux vice-présidents, MM. Gratien Namujangwa et Birhakaheka Njiga. Le comité sera prochainement restructuré compte tenu de nouvelles circonstances politiques et de l'optique de l'autonomie et de l'orthodoxie du parti. Dans tous les cas, Mwando n'est pas plus crédible que Nguz".

Selon le président provincial du PADDECOM/Sud-Kivu, M. Gilbert Mweze Chimusa, l'AFICI est une plate-forme bien particulière. Car, contrairement aux autres formées dans le cadre de la CNS, l'AFICI regroupe plutôt des cartels des partis politiques que des partis politiques. Sont ainsi membres de l'AFICI entre autres le cartel de 14 partis frères ou Karue dont fait partie la formation de l'actuel ministre Benoît Atale des Finances, le cartel de l'Alliance des libéraux démocrates (ALD) dans laquelle l'on retrouve le PADDECOM, le cartel MNC radical des Lumumbistes dont Christophe Gbonye... Quant à la situation de M. Nsinga Udjuu dans l'AFICI, M. Mweze déclare que celui-ci a voulu hausser les épaules et faire cavalier seul. Le PADDECOM avait dénoncé ce comportement de M. Nsinga et demandé sa révocation. Dans le cas contraire, le PADDECOM allait claquer la porte de l'AFICI. Depuis lors, l'AFICI est, selon notre interlocuteur, dirigé par un présidium ou collège des présidents dont le PADDECOM est actuellement membre. Et ce, dans le but d'éviter toute déviation dans la lutte pour le changement radical.

Dans son message daté du 9 février, la Société civile du Sud-Kivu dénonce et condamne avec énergie le tract envoyé aux missionnaires et expatriés pour les mettre en insécurité. Elle recommande ainsi à la population de veiller à la sécurité de tous les étrangers installés au Sud-Kivu, de dénoncer tout celui qui attenterait à leurs vies et biens, et de ne pas se laisser distraire par les manœuvres visant à semer la confusion.

L'Association des politologues du Sud-Kivu (APOSKI) a, le 19 février dernier dans la salle des conférences du CRONGD à Bukavu, organisé une journée de réflexion sur le thème "quelle constitution pour quelle référence". Le secrétaire général de l'APOSKI, M. Bagalwa Mapatano estimait que deux projets constitutionnels pourraient être soumis au référendum étant donné que le président Mobutu, refusant de s'impliquer dans le processus transitoire dirigé par la logique de la CNS, a promis son propre projet. Qui ne serait, selon le conférencier, que la constitution révisée de juillet 1990 avec une légère modification essayant de s'adapter au vent de la démocratisation. M. Bagalwa pense que ce dernier projet aura certainement comme caractéristiques un Etat unitaire décentralisé et un régime semi-monarchique avec un parlement monocaméral. Et ce, contrairement au projet présidentiel avec un parlement bicaméral et un régime parlementaire bicaméral. L'APOSKI trouve que le projet constitutionnel élaboré par la CNS garantit une plus grande participation politique de l'individu.

Etienne Tshisekedi: "Mobutu est seul responsable des pillages et des tueries"

Le Premier ministre E. Tshisekedi a finalement rompu le silence hier à l'occasion d'une rencontre avec la presse nationale et internationale dans le jardin de sa résidence de Ljmete. C'était l'occasion de faire le tour d'horizon de la situation générale du pays générée par les derniers événements de pillage dans la capitale.

Après avoir déploré le nombre élevé des victimes tomber "pour rien", E. Tshisekedi a salué le courage de tous nos compatriotes qui ne sont pas là à leur première épreuve face à un régime dictatorial décadent. Il a présenté les condoléances les plus attristées à toutes les familles éprouvées et demande au peuple zaïrois de garder le moral haut et de continuer à faire confiance au gouvernement issu de la Conférence Nationale Souveraine, plus que jamais déterminé à faire régner la liberté et le bonheur dans notre pays.

Liberté et bonheur pour notre peuple, tel est finalement le leitmotiv qui a déterminé le Premier ministre en faveur non seulement de l'intervention des troupes étrangères, notamment des belges, pour assurer la sécurité de la population et permettre au

gouvernement d'appliquer les décisions de la CNS, mais aussi du maintien de la décision de la démocratisation du billet de 5 millions de zaires.

Tout ceci ne serait pas arrivé, a dit Etienne Tshisekedi, si le Président Mobutu avait accepté de s'impliquer dans le processus de démocratisation tel qu'arrêté par la CNS. D'abord parce que la Conférence Nationale Souveraine avait déjà élaboré un plan de reconstruction de notre armée pour la mettre au service du peuple. Et ensuite parce que formellement il ne s'était pas opposé au billet de 5 millions, mais avait initialement différé sa mise en circulation afin d'avoir la maîtrise de la Banque du Zaïre et de tous les circuits monétaires de notre pays. Première conclusion du Premier ministre : "je n'ai pas de leçon à recevoir des gens dont le bilan de la gestion économique est clair. Mon gouvernement n'est pas disposé à gouverner dans l'inflation permanente. Ce billet de 5 millions anarchiquement injecté sur le marché reste démonetisé, jusqu'à nouvel ordre". Le deuxième conclusion qui découle de la première, c'est l'appel lancé à la communauté internationale, d'être

solidaire avec le peuple Zaïrois. Les derniers événements ont montré jusqu'à quel point notre armée est l'objet de manipulation et source d'insécurité. Aujourd'hui, a dit le Premier ministre, c'est tout notre peuple qui désire cette intervention des troupes étrangères, non pas pour qu'elles viennent s'affronter avec les forces qui sont sur place mais pour assurer la sécurité et permettre au gouvernement d'appliquer les décisions de la CNS qui créeront le bonheur de notre peuple". Concernant le problème du réaménagement du gouvernement de transition conformément à la demande exprimée par le Haut conseil de la République, le Premier ministre répond qu'il continue à attendre, de la part des partis de la Mouvance présidentielle consultés, des noms, afin de compléter son gouvernement. Pour le reste, E. Tshisekedi s'en remet à la méditation du Président du Hcr, Mgr Monsengwo, qui s'emploie à faire revenir le Président Mobutu dans la capitale et à impliquer dans la formule arrêtée par la CNS pour l'investiture du gouvernement réaménagé.

Tiré de "Le Phare"
du 5 février 1993

Mgr Monsengwo veut éviter la guerre

Mgr Monsengwo préconise un tête-à-tête Mobutu-Tshisekedi pour désamorcer la crise politique et permettre aux institutions de la Transition de fonctionner normalement, cette déclaration du président du HCR intervient au lendemain des pillages survenus à Kinshasa. Refusant manifestement de prendre partie pour l'un des organes de la Transition et désireux de mettre chacun devant ses responsabilités, le prélat veut à tout prix éviter une guerre civile au Zaïre en jouant à l'équilibriste.

Dans la logique de l'évêque de Kisangani, il n'est pas question que l'une des institutions empêche l'autre d'oeuvrer normalement. Par ailleurs, il espère que le premier ministre réaménagera son gouvernement en tenant compte des recommandations du HCR afin de juguler la crise politique et socio-économique qui ravage le pays. Mgr Monsengwo estime que le HCR doit poursuivre ses travaux, car il est l'émanation de la Conférence Nationale Souveraine. Toute démarche visant à lui bloquer l'accès au Palais du peuple serait contraire au processus démocratique en cours.

Tout en reconnaissant le rôle des Forces armées zaïroises, le prélat se déclare favorable à l'intervention des troupes étrangères pour des raisons humanitaires. "L'intervention des

troupes étrangères, dit-il, cadre avec la coopération normale".

Le président du HCR se réjouit de la position de l'Occident face à la situation qui prévaut au Zaïre, et encourage les Etats-Unis, la France et la Belgique à poursuivre leurs pressions dans le seul but de faire accélérer le processus démocratique dans le pays. Pour le prélat, la crise zaïroise a franchi les limites nationales et il est tout à fait normal que ceux qui entretiennent de bons rapports avec Kinshasa lui viennent en aide. Il refuse de citer nommément le responsable de récents événements de Kinshasa "car, explique-t-il, je le dirai à qui de droit. Je ne peux pas le faire en public de peur de réduire les chances d'une meilleure réconciliation nationale".

Pourtant, bien que Mgr Monsengwo fasse des propositions pour tenter de désamorcer la crise politique, le HCR ne paraît plus comme l'organe qui doit examiner l'affaire.

Le HCR est donc frappé d'incapacité pour résoudre la crise zaïroise. La solution plausible serait de relancer les négociations du parlement, initiées par le prélat du 27 octobre 1992. De cette manière, les politiciens seraient en mesure de trouver des solutions concrètes pour le salut public. Ce n'est plus une préoccupation du HCR, ni du

chef de l'Etat ou du premier ministre. Dans cette optique, le schéma préconisé par le premier ministre Tshisekedi - qui vise à reconduire l'ancienne équipe en y incorporant quelques membres de la famille politique présidentielle et de l'UFONAL - est révolu. Autre mécontentement qui risque de réduire les chances d'une réconciliation nationale : la fameuse intervention des troupes étrangères pour des raisons humanitaires.

Tout porte à croire que les trois organes de la Transition paraissent divisés à ce sujet. Le président de la République trouve inopportune une telle mesure, tandis que Mgr Monsengwo et le premier ministre la jugent nécessaire.

En préconisant un sommet Mobutu-Tshisekedi, Mgr Monsengwo veut se montrer réaliste, une manière pour lui d'avouer l'incapacité du HCR de réconcilier les deux adversaires politiques. Serait-il sorti du cadre des prérogatives qui lui a conférées le HCR ? Il semble bien que non. Le prélat a reçu mandat de négocier avec le chef de l'Etat et le premier ministre pour qu'ils harmonisent leur revue et permettent ainsi une Transition non conflictuelle.

Tiré de "Le Soft"
du 5 février 1993